



Genève, le 11 septembre 2007

Madame, Monsieur,

Le Collectif Urgence Palestine, composé d'une vingtaine d'associations, syndicats, partis politiques s'est donné comme objectif de sensibiliser l'opinion publique suisse aux droits du peuple palestinien. Il se bat pour un accord permettant aux deux peuples palestiniens et israéliens de vivre en paix sur la terre de Palestine. Nous pensons qu'un accord de paix ne pourra être viable que s'il est fondé sur le plein respect du droit international (résolutions des Nations Unies, IVème convention de Genève). Nous estimons qu'il n'y aura pas de paix durable entre les deux peuples sans solution politique et que les pays de la communauté internationale, dont la Suisse en tant que pays neutre et dépositaire de la IVème convention de Genève, ont un rôle essentiel à jouer pour favoriser la résolution du conflit et imposer la fin de l'occupation de la Palestine.

Le Collectif Urgence Palestine organise régulièrement des missions civiles, ce qui lui permet d'avoir des contacts avec des organisations palestiniennes et israéliennes qui luttent pour la paix et de pouvoir mesurer les effets de la colonisation sur la société palestinienne.

C'est dans cet esprit que nous proposons aux candidates et candidats aux élections des chambres fédérales de répondre au questionnaire ci-après. Nous vous remercions de bien vouloir le remplir et nous le retourner au moyen de l'enveloppe jointe avant le 30 septembre.

Le résultat de ce questionnaire fera l'objet d'une information publique.

Nous vous remercions de votre attention, et vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, nos salutations distinguées

Collectif Urgence Palestine

Nathan Finkelstein

Rémy Viquerat

Élections fédérales 2007 – questionnaire aux candidats-tes

1. Êtes-vous pour la création d'un État palestinien, conformément à la résolution 1397 (de 2002) du Conseil de sécurité des Nations Unies ? OUI NON

Commentaire :

2. Êtes-vous pour les résolutions 242 (de 1967) et 338 (de 1973) demandant le retrait d'Israël des Territoires Occupés en 1967 ? OUI NON

Commentaire :

3. Êtes-vous pour l'application de la résolution 194 de l'Assemblée Générale des Nations Unies (de 1948) qui reconnaît le droit au retour des réfugiés palestiniens, dont les modalités seront à définir dans le cadre de futures négociations ? OUI NON

Commentaire :

Pour contraindre l'État d'Israël à se conformer :

- à la IVème Convention de Genève qui interdit : les colonies de peuplement dans les territoires occupés, les transferts de population, la destruction des maisons, les bouclages ou toutes autres mesures de nature à entraver la liberté de circulation.
- à l'avis de la Cour International de Justice du 9 juillet 2004, qui demande le démantèlement du mur érigé au-delà de la ligne verte définie par l'armistice de 1949, et qui rappelle que tous les États signataires de la IVème Convention de Genève « ont l'obligation de faire respecter par Israël le droit international humanitaire incorporé dans cette convention ».

Seriez-vous favorable à :

4. Exiger l'arrêt de tout achat et vente de matériel militaire ainsi que de toute autre forme de collaboration militaire avec Israël ? OUI NON

Commentaire :

5. Exiger que les pouvoirs publics ne signent aucun contrat avec des entreprises qui participent à des mesures illégales d'annexion et de colonisation ? (C'est le cas de Alstom et Véolia/Connex qui font partie du consortium qui construit et exploitera le tramway qui reliera le centre de Jérusalem à deux colonies installées dans les Territoires Occupés). OUI NON

Commentaire :

6. Exiger que les pouvoirs publics ne signent aucun contrat avec des entreprises dont le matériel est utilisé par l'armée israélienne pour renforcer l'occupation ? (C'est le cas de Caterpillar, dont les bulldozers servent à démolir des maisons, détruire des champs, construire le mur). OUI NON

Commentaire :

7. D'une manière générale seriez-vous favorable à la suspension de tout accord d'association et d'échange avec Israël, tant que celui-ci continue de violer les droits de l'homme et le droit international ? OUI NON

Commentaire :

8. Connaissez-vous les missions civiles qui se rendent en Palestine et pensez-vous qu'elles peuvent avoir un rôle utile ? OUI NON

Et seriez-vous intéressé-e à participer à une mission civile d'observation ? OUI NON

Commentaire :



Résultat du questionnaire aux candidats genevois aux élections fédérales 2007

Synthèses.

25 questionnaires rentrés sur les 99 envoyés, ce qui représente un quart de réponses.

Aucun candidat des partis libéral, radical et évangélique n'a répondu au questionnaire.

C'est du parti communiste que l'on a reçu le plus de réponse : 5 réponses pour 7 candidats.

1 seul candidat, Pardo Soli (UDC), a répondu non à toutes les questions.

Concernant les 3 premières questions sur l'application du droit international, 24 candidats ont répondu oui aux 2 premières questions et seraient donc favorables à la création d'un Etat palestinien et seulement 2 candidats (UDC et PDC) ont répondu non à la question 3 concernant le droit au retour des réfugiés.

1 candidat (mouv. citoyens ge) a répondu oui aux 3 premières questions et non aux 4 questions concernant les mesures à prendre que nous proposons pour obliger Israël à appliquer le droit international.

On a 23 oui contre la collaboration militaire avec Israël (question 4), et encore 21 oui pour le désinvestissement des entreprises qui participent à la colonisation comme Connex (question 5), on descend à 18 oui pour le désinvestissement des entreprises dont le matériel est utilisé par l'armée israélienne (question 6) 2 candidats jugeant cette mesure trop compliquée à appliquer, et on tombe à 15 oui à la question concernant le désinvestissement d'une manière générale (question 7)

Concernant la question 8 : seulement 2 candidats ne connaissent pas les missions civiles ce qui démontrent que notre travail d'information porte ces fruits. 11 se disent prêts à participer à une mission, dont on suppose que ce serait plutôt une mission dans le cadre parlementaire.

Compte tenu du peu de réponses des candidats de droite, il est difficile de tirer des conclusions pour cette partie des candidats, on peut juste constater le grand écart de l'UDC qui va du candidat qui nous remercie pour le travail que l'on fait à celui qui voit Israël comme un modèle de vertu (ou les Palestiniens comme de sales terroristes).

Chez les candidats de gauche, on constate un appui pour soutenir des mesures pour obliger Israël à appliquer le droit international, ils sont unanimes pour appliquer des sanctions militaires, mais avec une retenue plus marquée pour les mesures de désinvestissements plus générales.

Réponses données par questions.

Aux questions 1 : Êtes-vous pour la création d'un État palestinien, conformément à la résolution 1397 (de 2002) du Conseil de sécurité des Nations Unies ? et 2 : Êtes-vous pour les résolutions 242 (de 1967) et 338 (de 1973) demandant le retrait d'Israël des Territoires Occupés en 1967 ?

24 oui et 1 non

A la question 3 : Êtes-vous pour l'application de la résolution 194 de l'Assemblée Générale des Nations Unies (de 1948) qui reconnaît le droit au retour des réfugiés palestiniens, dont les modalités seront à définir dans le cadre de futures négociations ?

22 oui et 3 non (1 PDC et 2 UDC)

A la question 4 : Exiger l'arrêt de tout achat et vente de matériel militaire ainsi que de toute autre forme de collaboration militaire avec Israël ?

23 oui et 2 non (MCG et UDC)

A la question 5 : Exiger que les pouvoirs publics ne signent aucun contrat avec des entreprises qui participent à des mesures illégales d'annexion et de colonisation ? (C'est le cas de Alstom et Véolia/Connex qui font partie du consortium qui construit et exploitera le tramway qui reliera le centre de Jérusalem à deux colonies installées dans les Territoires Occupés).

21 oui et 4 non (1 communiste, 1 PDC, 1 UDC, 1 MCG)

A la question 6 : Exiger que les pouvoirs publics ne signent aucun contrat avec des entreprises dont le matériel est utilisé par l'armée israélienne pour renforcer l'occupation ? (C'est le cas de Caterpillar, dont les bulldozers servent à démolir des maisons, détruire des champs, construire le mur).

18 oui, 5 non (1 vert, 1 communiste, 1 PDC, 1 UDC, 1 MCG), **2 blancs** (1 vert, 1 indépendant)

A la question 7 : D'une manière générale seriez-vous favorable à la suspension de tout accord d'association et d'échange avec Israël, tant que celui-ci continue de violer les droits de l'homme et le droit international ?

15 oui, 8 non (2 vert, 1 socialiste, 1 communiste, 1 PDC, 2 UDC, 1 MCG) **et 2 blancs** (1 vert, 1 PdT)

Aux questions 8 : Connaissez-vous les missions civiles qui se rendent en Palestine et pensez-vous qu'elles peuvent avoir un rôle utile ?

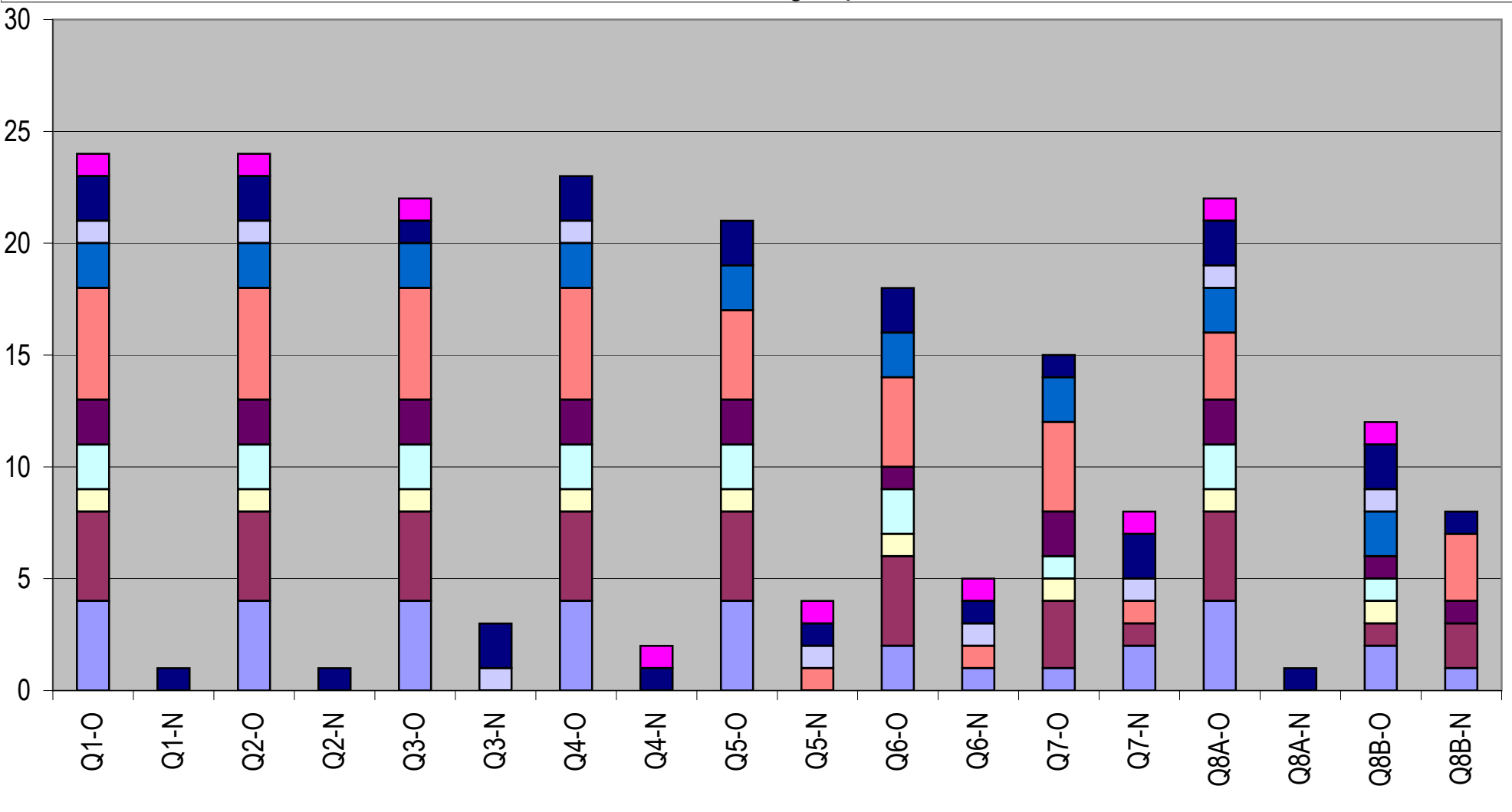
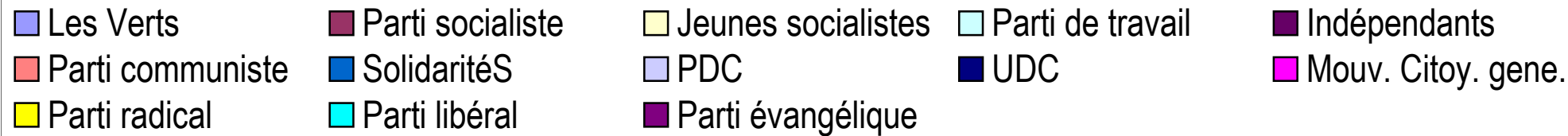
22 oui, 1 non et 2 blancs (2 communistes)

Et seriez-vous intéressé-e à participer à une mission civile d'observation

11 oui (2 vert, 1 PS, 1 PdT, 1 indépendant, 2 solidaritéS, 1 PDC, 2 UDC, 1 MCG), **8 non et 6 blancs**

	Q1-O	Q1-N	Q2-O	Q2-N	Q3-O	Q3-N	Q4-O	Q4-N	Q5-O	Q5-N	Q6-O	Q6-N	Q7-O	Q7-N	Q8A-O	Q8A-N	Q8B-O	Q8B-N
Les Verts	4	0	4	0	4	0	4	0	4	0	2	1	1	2	4	0	2	1
Parti socialiste	4	0	4	0	4	0	4	0	4	0	4	0	3	1	4	0	1	2
Jeunes socialistes	1	0	1	0	1	0	1	0	1	0	1	0	1	0	1	0	1	0
Parti de travail	2	0	2	0	2	0	2	0	2	0	2	0	1	0	2	0	1	0
Indépendants	2	0	2	0	2	0	2	0	2	0	1	0	2	0	2	0	1	1
Parti communiste	5	0	5	0	5	0	5	0	4	1	4	1	4	1	3	0	0	3
SolidaritéS	2	0	2	0	2	0	2	0	2	0	2	0	2	0	2	0	2	0
PDC	1	0	1	0	0	1	1	0	0	1	0	1	0	1	1	0	1	0
UDC	2	1	2	1	1	2	2	1	2	1	2	1	1	2	2	1	2	1
Mouv. Citoy. gene.	1	0	1	0	1	0	0	1	0	1	0	1	0	1	1	0	1	0
Parti radical	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Parti libéral	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Parti évangélique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Parti	Participation
Les Verts	44%
Parti socialiste	67%
Jeunes socialistes	25%
Parti de travail	18%
Indépendants	50%
Parti communiste	71%
SolidaritéS	33%
PDC	13%
UDC	19%
Mouv. Citoy. Ge.	13%
Parti radical	0%
Parti libéral	0%
Parti évangélique	0%



Taux de Participation

■ Participation

